

## C'EST A NOUS QU'APPARTIENT LA RUE

Au terme de cette année 2014, le bilan social pour les salariés et les retraités est globalement négatif.

Les tentatives de faire croire à un divorce entre le MEDEF et le gouvernement, faute de ne pas voir le patronat jouer le jeu des objectifs du CICE et du pacte de responsabilité (quand comprendront-ils que chez ces gens-là on encaisse pour détruire plus l'emploi et tout ce qu'il tire derrière lui ?), apparaissent comme une mauvaise carte politicienne qui, au total, se fait elle aussi sur le dos des premières victimes de la politique d'austérité nationale et européenne.

Les discours entendus ce week-end du 7 décembre sur une charte pour le progrès humain par les dirigeants du parti majoritaire à l'Élysée apparaissent quant à eux comme une projection vers 2017 qui ne pourrait faire oublier les sacrifices du renoncement des promesses de 2012 de s'attaquer au règne de la finance. Ou un mensonge de plus ? En fait ce qui devrait être la boussole permanente de tous ceux et celles qui ont intérêt à une vraie politique sociale, mettant en cause la dictature des profits, des dividendes et du CAC 40, c'est toujours d'abord et avant tout celle du rapport des forces de leurs luttes.

L'issue à nos exigences revendicatives si légitimes est dans l'action résolue.

Les patrons qui exècrent les manifestations de rue des salariés et des retraités, sans aucune honte, ont battu le pavé. Ne leur laissons pas cet espace pour mieux nous écraser et tuer tout ce qui est encore collectivement acquis social comme les 35 h, le contrat de travail, la sécu etc et étouffer par anticipation toute volonté de conquête.

D'ores et déjà, soyons dans les rassemblements début 2015 au moment des vœux des conseils généraux et des préfets pour porter nos revendications.

Servons-nous en de tremplin pour préparer la journée d'actions du 1<sup>er</sup> avril 2015 que propose l'UCR CGT et qu'elle souhaite la plus unitaire possible.

Adhérer ou ré adhérer à la CGT est aussi urgent pour être plus nombreux tout de suite dans la lutte. Alors, tout en vous souhaitant de bonnes fêtes de fin d'année, investissez les assemblées générales de remise des FNI des sections CGT de retraités et invitez-y des sympathisants.

## Elections France Télécom/Orange.

Plus de 98000 électeurs étaient appelés à voter du 18 au 20 novembre 2014 pour les IRP. La CGT avec 19,56% (20,16 % en incluant la direction Caraïbes) devient deuxième organisation syndicale derrière la CFDT (24,12%). Ces élections se sont déroulées dans un contexte de déstabilisation politique et sociale dans l'entreprise et d'importantes coupes sombres dans les effectifs, plus de 6000 emplois de moins en 3 ans. A noter également la recomposition syndicale au sein des organisations syndicales, l'UNSA ayant rejoint la CFDT.

## Elections professionnelles dans la fonction publique de décembre 2014.

Suite à ces élections la CGT se trouve confirmée dans son rôle de première organisation syndicale dans la fonction publique. C'est un point d'appui pour les salariés et pour les citoyens attachés à leurs services publics.

Malgré la campagne médiatique calomnieuse, les restructurations incessantes, les personnels non inscrits, les difficultés et irrégularités du vote électronique, la CGT reste 1<sup>ère</sup> organisation syndicale.

A la Poste la CGT reste 1<sup>ère</sup> organisation syndicale à 26,54 %, avec 4 points d'avance et toujours 4 sièges au Comité technique paritaire national.

Avec les syndiqués elle reste déterminée pour défendre les intérêts

individuels et collectifs des personnels et des usagers.

## Responsabilité de l'entreprise : la CGT accède à la présidence de la plate-forme nationale de la RSE.

Créée en 2013, cette plate-forme regroupe des représentants des organisations syndicales, des organisations d'employeurs et des directions d'entreprises, des ONG et des élus politiques, la CGT considère la lutte pour que les entreprises aient des comportements respectueux des salariés, des citoyens, comme de l'environnement comme un combat revendicatif à part entière tant au plan national qu'envers les autres pays, particulièrement ceux du sud.

## 3e conférence environnementale La CGT est porteuse d'exigences pour un développement humain durable.

Cela passe par l'exigence de politiques publiques sur les socles universels de protection sociale et de santé. L'appropriation démocratique des biens communs, dont l'énergie et l'exercice de la citoyenneté dans l'entreprise avec la relocalisation des industries, au plus près des lieux de consommation et d'exploitation des activités, la création d'un Pôle de transport public, pour une égalité de traitement des usagers avec une fiscalité environnementale du transport qui doit s'inscrire dans la cadre d'une réforme globale de la fiscalité, sont les bases matérielles d'un environnement humainement viable.

**Vie nouvelle  
m'informe  
donc je m'abonne  
6 numéros par an au prix de 14,60€**

## Loi Macron Du sur-mesure pour la finance !

Lorsque le Ministre de l'Economie laisse le MEDEF écrire ses propres lois c'est le travail qui se met au service de

l'économie et non plus l'inverse et ce type de mesure ne peut plus répondre aux besoins des salariés et citoyens qui se voient mis en concurrence. Travail de nuit et de dimanche au détriment de l'emploi et des salaires, remise en cause des prud'hommes et facilitation des licenciements : l'enjeu syndical est de démontrer la nocivité de la politique d'austérité et de mettre en avant des solutions de sortie de crise. Le meilleur moyen de résister et de mettre en échec ses mesures régressives est d'ouvrir des perspectives aux salariés à partir de leurs revendications sur les questions de salaires, d'emplois, de conditions de travail, de protection sociale et de service public

### Réforme territoriale : 13 Régions pour quoi faire ?

L'assemblée nationale a voté la délimitation des régions aux élections régionales et départementales. Avec ce vote les députés découpent la France métropolitaine en 13 régions.

On y constate l'absence de projet de territoire donnant du sens au quotidien des citoyens. Elle va au contraire, accroître, la perte de repères, de sens, et les inégalités.

L'absence de tout débat citoyen marque cette réforme. Pour la CGT elle ne répond aucunement aux urgences de la situation de notre pays, ni sur le fond ni sur la forme.

### Lutte contre les idées d'extrême droite : en débattre pour combattre

Le phénomène de dédramatisation, avec la complicité au moins passive de certains médias, et le recours démagogique à un volet social sont des procédés qui ont marqué le développement des fascismes européens dans les années 30 et auxquels le FN a recours actuellement. Devant la capacité de ruse d'un FN qui surfe sur la crise et les difficultés sociales pour nourrir son populisme et taire ce qu'il est vraiment il n'y a pas de fatalité. Le FN n'est pas un parti comme les autres et la CGT a un rôle à jouer. Elle est partie prenante de la campagne unitaire « Unis contre l'extrême droite, pour le progrès social et l'égalité des droits », qui vient de lancer un nouvel

appel, avec l'intersyndicale CGT-FSU-Solidaires-Unef-UNL-Fidl.

### Syndicalisation

Nous entrons dans la préparation de notre 35<sup>ème</sup> congrès fédéral. Bien évidemment tous les syndiqués vont être appelés à discuter du document d'orientation. Ce doit être aussi un moment fort pour la syndicalisation avec l'objectif d'ici la fin mars 2015 de gagner les 100 % 2013 et 2014.

**En présentant vos vœux, présentez aussi un bulletin d'adhésion à la CGT ou faites-le sur papier libre. Mais faisons adhérer.**

### International :

#### Palestine : Un pas de plus vers un Etat palestinien :

La CGT se félicite de l'adoption de la résolution portant sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine adoptée par l'Assemblée nationale. La CGT l'a maintes fois répété, l'enfermement de la région dans une succession de conflits attisant la haine et la peur de l'autre ne peut se résoudre que par la reconnaissance de l'Etat palestinien au côté de l'Etat israélien, seul chemin possible vers la paix pour les populations des deux pays. L'adoption de cette résolution n'est qu'un point d'étape et la CGT exhorte donc maintenant le Gouvernement français à reconnaître au plus tôt l'Etat de Palestine.

#### INDE :

**30 après les victimes de Bhopal attendent toujours justice et réparation** 7 à 10 000 personnes sont mortes dans l'explosion de l'usine de pesticides d'Union Carbide à Bhopal en 1984. Le site de l'usine n'a toujours pas été décontaminé. Avec la vente de sa filiale indienne, Union Carbide a transféré la prise en compte des conséquences de la catastrophe sur l'état du Madhya Prade. Aujourd'hui, la population subit non seulement les suites de la catastrophe mais aussi les manquements graves à la sécurité qui ont précédé ainsi que l'insuffisante prise en compte des ses conséquences. La CGT soutient la lutte syndicale pour

l'indemnisation des victimes et la décontamination du site. Elle exige que tous ceux qui sont impliqués, gouvernements de l'Inde et des USA et l'entreprise Dow Chemical assument leurs responsabilités.

### EUROPE LES LIGNES BOUGENT

#### Belgique :

Après une mobilisation historique le 6 Novembre, avec plus de 100 000 manifestants dans les rues de Bruxelles contre la politique d'austérité l'action se poursuit par une grève générale le 15 Décembre.

#### Allemagne :

Les cheminots sont dans l'action depuis Septembre, avec une grève de trois jours en octobre. Aujourd'hui ce sont les pilotes de lignes qui eux aussi seront en grève.

#### Grèce :

Le parti de gauche anti-austérité, Syriza semble aux portes du pouvoir, celui-ci annonce qu'il refusera tout accord Européen allant contre les intérêts du peuple Grec Une nouvelle journée de grève générale est en préparation.

#### Espagne :

Durement frappés par la crise et des politiques d'austérité les espagnols continuent les actions pour se faire entendre grèves, manifestations se succèdent. Le parti du front de gauche PODERMOS est crédité de 27 % dans les sondages.

#### Irlande :

100 000 manifestants à Dublin le 11 Octobre ils étaient 200 000 le 1<sup>er</sup> Novembre contre une taxe sur l'eau qui était jusqu'à lors gratuite dans ce pays, Après des baisses de salaires de 10 à 20 %; les Irlandais disent ça suffit.

